

M. SMITH (*Hastings-Frontenac*): Aucun montant, que je sache, n'a été fixé. J'avais l'intention de parler davantage de cette résolution. Plus loin, la proposition des États-Unis porte ce qui suit:

...considère que, même s'il faut utiliser autant que possible les éléments déjà existants du programme élargi d'assistance technique, il se pourrait que le fonds pour travaux spéciaux exige de nouveaux rouages administratifs et fonctionnels.

Voici la proposition faite au comité:

...décide d'établir un comité préparatoire composé de représentants de gouvernements...

Ce comité examinerait la question et en ferait rapport à la prochaine session. Cela sera soulevé dans les discussions.

M. Low: Je me demande s'il serait possible à ceux qui posent des questions et à ceux qui y répondent de parler un peu plus fort? Nous sommes très éloignés et nous avons de la difficulté à vous entendre lorsque vous parlez sur le ton de la conversation privée.

M. COLDWELL: Voici pourquoi j'ai posé cette question: après ce que le ministre a annoncé au sujet d'assistance technique,—et je conviens que la somme de 250 millions de dollars n'est pas suffisante,—il m'est venu à l'esprit que l'accroissement d'aide technique serait encore plus insuffisant que l'adoption du projet du SUNFED. C'est pourquoi je désirais qu'on nous prépare un exposé.

M. SMITH (*Hastings-Frontenac*): Pour revenir sur ce point, monsieur le président, je déclare franchement que nous avons pensé que si les États-Unis n'appuyaient pas le SUNFED, et s'ils disaient qu'ils ne l'appuyeraient pas, nous examinerions ce que nous pourrions faire relativement à d'autres formes d'aide. Je n'en ai pas discuté avec les autres fonctionnaires du ministère, et je me demande ce que M. Pearson dirait en une telle conjoncture. A mon avis, l'établissement d'un autre organisme au sein des Nations Unies n'est pas à désirer. Les Nations Unies débordent d'organisations de toutes sortes, et j'en sais quelque chose par le nombre de fonctionnaires de notre ministère qui ne finissent plus de se rendre à New-York et de participer aux réunions d'organismes de toutes sortes. Nous nous sommes demandé si, de quelque façon, les organismes déjà établis, comme par exemple le programme élargi d'assistance technique, ne pourraient pas être utilisés.

M. HERRIDGE: Monsieur le président, j'aimerais tout d'abord vous féliciter de votre nomination.

Je voulais demander au secrétaire d'État aux Affaires extérieures si, depuis son entrée en fonction, il a pu découvrir des preuves de gaspillage ou d'extravagances dans nos services outre-mer, en ce qui concerne notamment les bâtiments, l'ameublement, le matériel, les frais de déménagement et les indemnités versées à notre personnel d'outre-mer?

M. SMITH (*Hastings-Frontenac*): Je n'en ai découvert aucune jusqu'ici.

M. KNOWLES (*Winnipeg-Nord-Centre*): Monsieur le président, pourrait-on poser une ou deux autres questions au sujet des pays insuffisamment développés?

Faut-il comprendre, monsieur Smith, que vous nous proposez d'appuyer le programme accru d'assistance en matière d'immobilisations à titre de contribution canadienne au SUNFED? Comme il semble s'agir, d'une part, d'un fonds d'environ 28 millions de dollars et, d'autre part, d'un fonds d'environ 250 millions de dollars, n'y a-t-il pas là une énorme différence tant dans le moment que dans la manière dont l'argent sera dépensé?